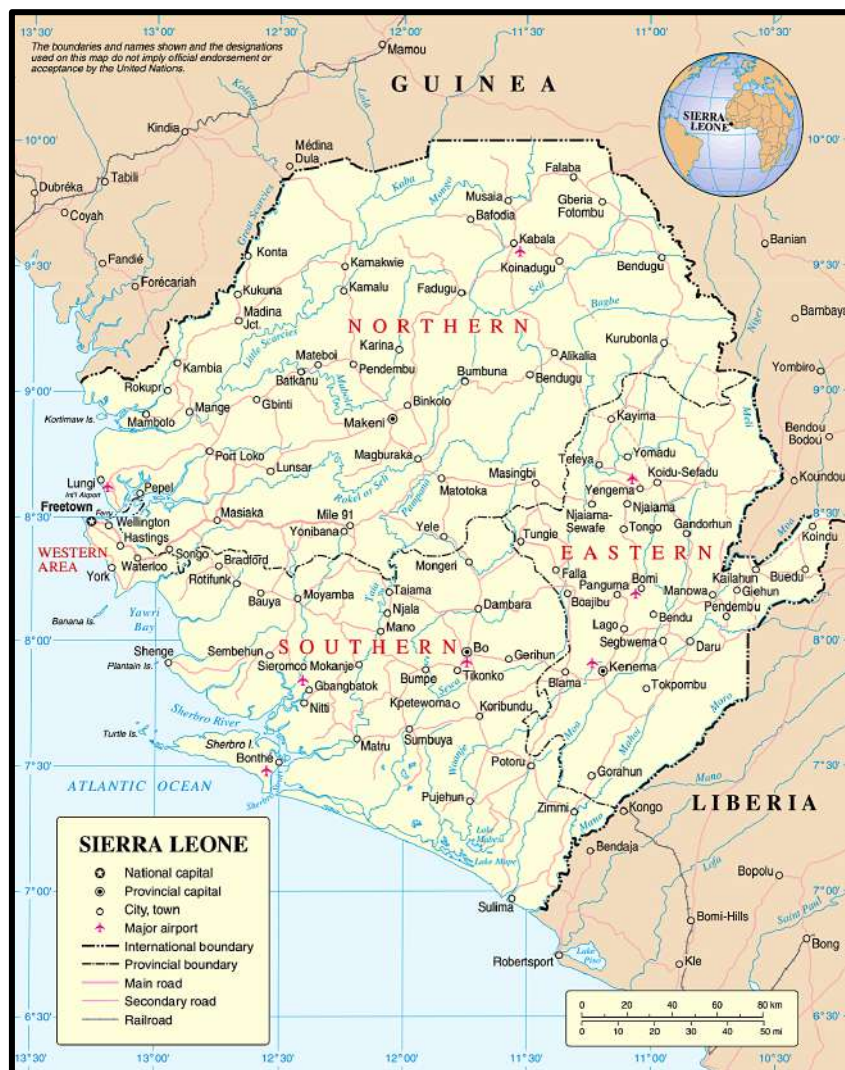


I. Sierra Leone



La Sierra Leone est un pays de l'Afrique occidentale, bordé par l'océan Atlantique. Elle n'a que deux voisins : la Guinée au nord et nord-est, et le Liberia au sud-est.

C'est une république dont la capitale est Freetown. Sa superficie est de 71 740 km², pour une population dépassant les huit millions.



Carte de la Sierra Leone (Extrait de Wikipedia)

C'est le navigateur portugais Pedro de Sintra qui a donné en 1462 le nom au pays : voyant les collines situées au sud de ce qui est actuellement Freetown, il leur donne le nom de *Serra Leoa*, la montagne du lion. Le nom, modifié, a progressivement servi à désigner le pays entier.

Deux éléments ont joué un grand rôle dans l'histoire du pays :

- L'estuaire large et très profond de la rivière Sierra Leone est un des meilleurs refuges naturels de toute l'Afrique pour la navigation et peut accueillir des navires de très grand tonnage. Il a été à la base du développement ultérieur du port de Freetown.
- La très dense forêt tropicale de l'arrière-pays a empêché la pénétration de l'islam et les invasions d'autres peuplades voisines, ce qui a donné à la Sierra Leone une population tout à fait spécifique.

La Sierra Leone a été dès l'arrivée des Européens un des grands centres du commerce des esclaves. Les peuplades locales fournissaient des esclaves aux marchands européens, qui les transportaient ensuite vers l'Amérique. Ce sont surtout les Portugais qui pratiquaient la traite des Noirs, pour fournir de la main-d'œuvre au Brésil, mais les Français (vers les Antilles), les Hollandais (vers Suriname et les îles néerlandaises) et les Anglais (vers l'Amérique du Nord) se concurrençaient aussi pour ce commerce, parfois dans des conflits armés. Les îles Banana, Bunce et Sherbro ont été des centres importants de la traite des Noirs.



1933, n° 141

Le marché aux esclaves de Freetown



1933, n° 147

L'entrepôt des esclaves de l'île Bunce

Mais les mouvements abolitionnistes se font de plus en plus entendre en Europe à la fin du XVIII^e siècle, surtout à Londres. Londres comptait alors beaucoup de Noirs, qui avaient combattu aux côtés des Anglais dans la guerre d'indépendance des États-Unis. Ils avaient fui ou avaient été exilés, surtout vers la Nouvelle-Écosse canadienne, après la défaite anglaise. Une grande partie échouait finalement en Angleterre, surtout à Londres, où ils vivaient dans la misère : c'étaient les "*Black Poor*".

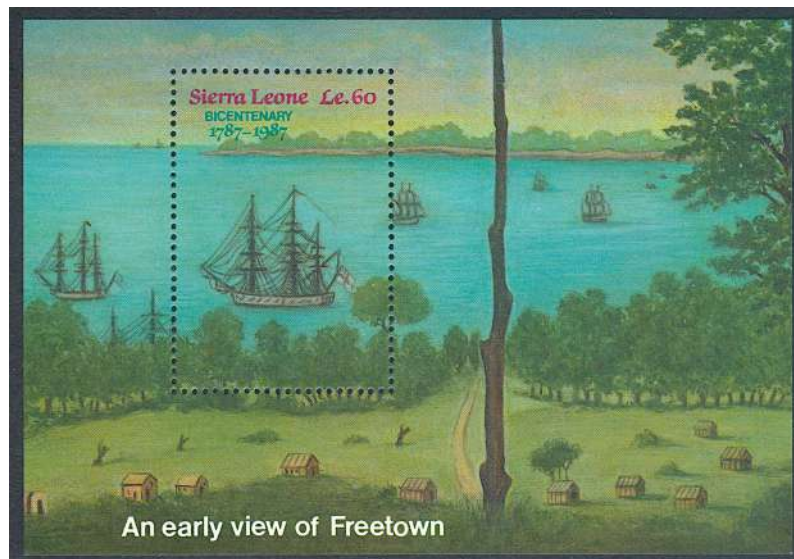


1933, n° 139

Esclave brisant ses fers

Un "*Committee for the Relief of the Black Poor*", dirigé par Granville Sharp, est créé à Londres, dans le but d'évacuer ces Noirs vers la côte africaine de la Sierra Leone actuelle. Le gouvernement donne son accord (surtout avec l'intention de débarrasser les rues de Londres de ce fléau...).

Le 15 mai 1787, 400 Noirs sont ainsi transportés vers la Sierra Leone, où un territoire est acheté aux potentats locaux. Granville Town y est construit, mais ce n'est pas un succès : la ville est détruite en 1789, et les Noirs sont à nouveau... vendus comme esclaves.



*1987, n°s 777/778 & bloc 57
200^e anniversaire de la première arrivée des Noirs en Sierra Leone*

Une deuxième tentative, avec des Noirs venus de la Nouvelle-Écosse, connaît plus de succès en 1792. Financée par la “*Sierra Leone Company*”, une nouvelle cité est construite en 1792 pour accueillir les Noirs. Cette nouvelle ville reçoit symboliquement le nom de Freetown.



*1938, n°s 158, 159 & 162
Freetown*

La Sierra Leone va voir sa population croître avec la venue - la plupart du temps forcée - de nouveaux arrivants :

- des Noirs de Londres, de la Nouvelle-Ecosse et des Caraïbes.
- un grand contingent de Nègres marrons de la Jamaïque. (Ce sont des descendants d'esclaves qui s'étaient échappés et qui avaient fondé des communautés libres au centre de l'île).
- à partir de 1807, de nombreux esclaves arrachés par la marine britannique aux bateaux négriers de contrebande.

C'est donc une population très diverse et hétéroclite qui s'installe en Sierra Leone, surtout à Freetown. Le mélange de ces populations donne naissance au "Peuple krio" ou créole, avec une culture et une langue qui sont une mixture d'éléments africains traditionnels avec des éléments d'influence européenne et antillaise.

En 1808, la "*British Crown Colony of Sierra Leone*" est fondée. Cette colonie comprend surtout la région côtière, tandis que l'hinterland, difficilement accessible, n'est que progressivement exploré et investi, durant tout le XIX^e siècle. Cette progression se fait parfois par la voie diplomatique, en signant des traités avec les chefs locaux, mais parfois l'emploi de la force s'avère nécessaire. L'avance anglaise se fait plus rapide à la fin du XIX^e siècle, car la Grande-Bretagne est en concurrence avec la France, qui s'était installée en Guinée. Ce n'est qu'en 1895 que la frontière entre la Guinée et la Sierra Leone est définitivement fixée.

L'hinterland du pays devient en 1896 officiellement un protectorat britannique. La différence entre la "Colony" et le "Protectorate", n'est sur le terrain que théorique : dans la colonie, l'administration est entièrement entre les mains de l'Angleterre, tandis que dans le protectorat, Londres ne fait officiellement "qu'accorder son soutien" aux chefs locaux...

Les Anglais mettent l'accent sur l'éducation et l'instruction, et déjà en 1827 est créé le *Fourah Bay College*, le premier établissement universitaire d'Afrique de mode occidental. Cette université attire de nombreux étudiants de toute l'Afrique occidentale, qui formeront plus tard les élites dans leur pays. Freetown est appelé "l'Athènes de l'Afrique".

Un des premiers étudiants noirs est l'ancien esclave Samuel Ajayi Crowther, qui deviendra en 1864 le premier évêque anglican noir de toute l'Afrique.



1977, n^{os} 405/406
150^e anniversaire de la fondation de Fourah Bay College



1961, n^{os} 197 & 205
L'évêque anglican Samuel Ajayi Crowther

L'instauration d'une taxe foncière provoque en 1898 une grave insurrection, brutalement réprimée.

Dans la première moitié du XX^e siècle, la colonie est plutôt calme et tranquille, grâce aux succès commerciaux et au fait que, dans l'administration du pays, les Britanniques se basent surtout sur les chefs tribaux, sur l'élite intellectuelle et sur la bourgeoisie locale. Cependant, l'ensemble de la population ne profite que très modérément du développement économique.

Après la deuxième guerre mondiale, une demande de plus d'autonomie se fait de plus en plus entendre, surtout à partir de 1951, avec la création de du SLPP (*Sierra Leone People's Party*), dont le principal dirigeant est Sir Milton Margai.

Margai devient déjà en 1953 le premier ministre, toujours sous tutelle britannique, mais l'évolution continue, et le 27 avril 1961, la Sierra Leone accède à l'indépendance totale. Le pays reste cependant officiellement une monarchie, avec la reine Élisabeth d'Angleterre comme chef d'État.



*1961, n°s 198 & 200
Sir Milton Margai*



*1961, n° 206
L'indépendance, obtenue le 27 avril 1961*



*1963, n°s 228/233
Deuxième anniversaire de l'indépendance*

Milton Margai reste le premier ministre du pays jusqu'à sa mort le 28 avril 1964. La poste sierra-léonaise a émis en 1965 une série pour commémorer ensemble la mort de Milton Margai et de Winston Churchill (24 janvier 1965).



1965, n°s 287/291

Commémoration de la mort de Milton Margai et de Winston Churchill

Albert Margai, le frère cadet de Milton Margai, lui succède, mais il perd les élections de 1967 face à son rival de toujours Siaka Stevens. Albert Margai, malgré sa défaite électorale, essaie de se maintenir au pouvoir, mais il est évincé en 1968 par un coup d'État qui place Siaka Stevens à la tête du pays.



1972, n°s 386/399

Le président Siaka Stevens

Le président Stevens proclame le 19 avril 1971 la République sierra-léonaise, et la reine Élisabeth cesse d'être nominalement le chef de l'État. Stevens occupera la présidence de la République jusqu'en 1985.

Alors que les frères Margai avaient généralement respecté les droits de l'homme et la démocratie, Stevens se montre de plus en plus autoritaire, et réprime toute opposition, n'hésitant pas à faire exécuter ses principaux adversaires. Il instaure en 1978 en Sierra Leone un régime à parti unique, dont il est le leader avec un pouvoir dictatorial. Sur une grande partie des timbres-poste émis sous sa présidence, il fait figurer son effigie dans un des coins supérieurs des timbres, imitant en cela le Royaume-Uni avec l'effigie de la reine Élisabeth.



*1975, n°s 401 & P.A. n° 117
70^e anniversaire du président Stevens*



*1983, n°s 565/568
Effigie du président Stevens sur la majorité des timbres émis sous sa présidence*

Stevens se maintient au pouvoir grâce à une corruption généralisée, mais la gestion désastreuse, les mauvais résultats économiques, la misère du peuple et le fait que Stevens amasse des fortunes colossales grâce à l'exportation illégale de diamants, causent finalement sa perte : il est obligé de se retirer le 28 novembre 1985 et à remettre la présidence à Joseph Saidu Momoh.

Un des succès de Stevens est la signature, le 3 octobre 1973, avec le président Tolbert du Liberia, de "l'Union de la rivière Mano", pour promouvoir la coopération économique entre les deux pays (la rivière Mano forme la frontière entre la Sierra Leone et le Liberia). La Guinée a rejoint cette union en 1980, mais suite aux guerres qui ont secoué ces pays, cette union économique n'a pas eu de résultats tangibles. Ce n'est qu'à partir de 2004 que des efforts sont faits pour réactiver l'union, à laquelle s'est jointe en 2008 la Côte d'Ivoire.



1975, n°s 402 & P.A. n° 118
Premier anniversaire de l'Union de la
rivière Mano.
Les présidents Stevens de la Sierra Leone
et Tolbert du Liberia

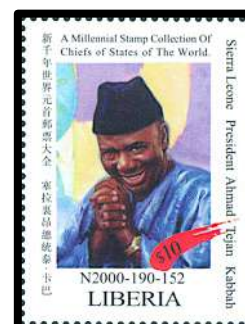


1989, n°s 946/948
15^e anniversaire de l'Union de la rivière Mano
En médaillon sur les n°s 946 & 948 : le président Momoh de la Sierra Leone
Sur les n° 947 : Les présidents Momoh (Sierra Leone), Doe (Liberia) et Conte (Guinée)

Momoh est à son tour renversé par un coup d'État le 29 avril 1992. Mais une terrible guerre civile, qui va durer pendant plus de dix ans, jusqu'en 2002, va complètement désorganiser le pays. Les chefs de différentes factions essaient de contrôler les riches zones diamantifères de la Sierra Leone. Le principal leader est Foday Sankoh, le chef du RUF (*Revolutionary United Front*). Cette guerre fait des dizaines de milliers de victimes et plus de deux millions de personnes déplacées.

Les successeurs de Momoh, après la guerre civile, sont Ahmad Tejan Kabbah (1998-2007), Ernest Bai Koroma (2007-2018) et Julius Maada Bio (à partir de 2018). Tous trois essaient avec détermination de relever le pays, mais les problèmes auxquels est confrontée la Sierra Leone sont immenses : SIDA, Ebola, inondations, crise économique, famines, etc...

Le président Ahmad Tejan Kabbah
Timbre émis en 2000 au Liberia dans une feuille de... 190 timbres (sic !)
représentant les chefs d'État du monde entier de l'époque



1965, n°s 297/298 & P.A. n° 43
Armoiries de la Sierra Leone

II. Gambie



La Gambie est un pays de l'Afrique occidentale, bordé par l'océan Atlantique. Elle est entièrement enclavée dans son seul voisin, le Sénégal. Le pays n'est en fait rien d'autre que la vallée du fleuve Gambie, qui se jette dans l'océan Atlantique.

C'est une république dont la capitale est Banjul. Sa superficie est de 11 300 km², ce qui en fait le plus petit pays de toute l'Afrique occidentale. Sa population atteint environ 2 200 000 habitants.



Carte de la Gambie (Extrait de Wikipedia)

Les premiers Européens à avoir vu l'estuaire du fleuve Gambie sont les Portugais, envoyés le long des côtes africaines par l'infatigable infant Henri le Navigateur. C'est probablement l'explorateur portugais Nuno Tristão, en 1446, qui a atteint le tout premier ce point. Il est suivi en 1455 par deux explorateurs d'origine italienne, le Vénitien Alvise Cadamosto et le Génois Antoniotto Usodimare, toujours envoyés par Henri le Navigateur.

Ils explorent l'estuaire du fleuve, et débarquent sur une île, à une trentaine de kilomètres de la côte. Ils donnent le nom de Saint-André à cette île, qui sera renommée plus tard l'île James par les Anglais et deviendra en 2011 l'île Kunta Kinteh.



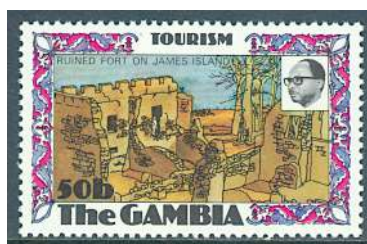
Portugal, 1991, n° 1837



*Guinée portugaise, 1946, n°s 252/253
Nuno Tristão*



*Cap-Vert, 2007, n°s 878/881
Alvise Cadamosto*



*1977, n° 341
Ruines du fort de l'île James*

Le Portugal cède en 1588 ses droits commerciaux à l'Angleterre, et pendant deux siècles, plusieurs nations vont se concurrencer pour s'installer le long du fleuve Gambie. Ce sont surtout les Britanniques, les Français et les Hollandais, qui essaient d'obtenir le monopole de la traite des esclaves, dont ils avaient besoin dans leurs territoires américains.

Un intermède inattendu est celui de Jacob Kettler, duc de Courlande. Entre 1651 et 1658, il occupe et fortifie l'île de Saint-André, dans l'espoir d'y faire sa base de la traite des esclaves, pour les envoyer vers Tobago qu'il essayait de coloniser.

Le territoire de l'actuelle Gambie change plusieurs fois de propriétaire entre 1600 et 1800. Le plus grand concurrent de Londres est la France, qui voudrait incorporer le territoire au Sénégal pour former la Sénégalie.

Il faut attendre le traité de Versailles de 1783 pour clarifier la situation : le Sénégal est attribué à la France, tandis que le territoire de l'actuelle Gambie revient à l'Angleterre.

Après les guerres napoléoniennes, cette situation est confirmée dans le traité de Vienne de 1815.

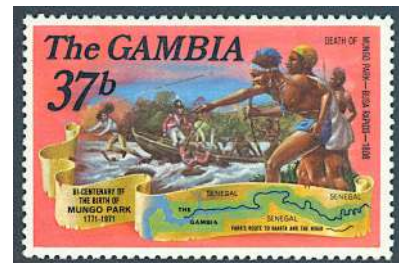
En 1816 est fondée la ville de Bathurst, qui deviendra la capitale de la Gambie.



1966, n°s 221/224
150^e anniversaire de la fondation de la ville de Bathurst

Jusqu'en 1843, la Gambie est administrée à partir de Freetown, en Sierra Leone. Elle devient en 1843 une colonie britannique à part entière (Crown colony), mais elle fait partie, entre 1866 et 1888, des *West African Settlements*, un ensemble de quatre colonies (Gambie, Sierra Leone, Lagos et Côte-de-l'Or) qui est à nouveau administré depuis Freetown. La Gambie redevient une colonie à part entière en 1888, et prospère grâce à la culture de l'arachide. Mais cette colonie n'incluait initialement que la zone autour de l'estuaire du fleuve Gambie et quelques îles. L'exploration de l'intérieur des terres autour du fleuve a été longue et difficile, et l'hinterland ne devient un protectorat britannique qu'en 1894.

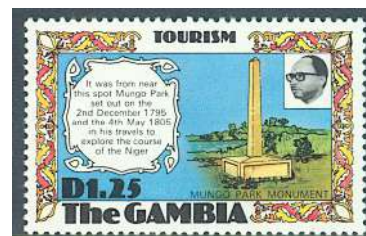
Cette exploration de l'intérieur commence avec le premier voyage de Mungo Park, entre 1795 et 1797. Il remonte d'abord le fleuve Gambie et s'enfonce dans les terres pour essayer de trouver les sources du fleuve Niger.



1971, n°s 259/261
200^e anniversaire de la naissance de Mungo Park



1988, n° 736
Mungo Park



1977, n° 342
Monument à Mungo Park à Pisanian,
actuellement Karantaba Tenda

Au XX^e siècle, la situation reste relativement calme en Gambie, et après la deuxième guerre mondiale, comme dans la majorité des colonies britanniques, une évolution vers une autonomie progressive de la Gambie se dessine.

À partir de 1954, les personnalités locales jouent un rôle de plus en plus important dans l'administration du pays, et le 4 octobre 1963, la Gambie obtient une très large autonomie, avec Dawda Jawara comme premier ministre.



1963, n°s 181/184

L'autonomie complète est accordée en 1963 à la Gambie

Le 18 février 1965, La Gambie accède à l'indépendance complète. Le pays reste cependant officiellement une monarchie, avec la reine Élisabeth d'Angleterre comme chef d'État.

Dawda Jawara devient le premier ministre de la Gambie, et restera à la tête de son pays jusqu'à son renversement en 1994, d'abord comme premier ministre (1965-1970), ensuite comme président (1970-1994).



1965, n°s 199/202

L'indépendance de la Gambie



1965, n°s 186/198

La dernière série coloniale de 1963 surchargée INDEPENDENCE / 1965

Le 24 avril 1970, la Gambie se proclame une république, et la reine Élisabeth d'Angleterre cesse d'être officiellement le chef d'État de la Gambie. Dawda Jawara devient le premier président du pays.



1970, n°s 240/242

Proclamation de la République. Le président Dawda Jawara

Une des premières réalisations de la jeune république est le changement de nom de la capitale : Bathurst, d'une résonance trop anglaise, devient Banjul en 1973.



1973, n°s 290/292

Changement de nom de la capitale : Bathurst devient Banjul

Dawda Jawara va occuper la présidence pendant 24 ans. Il s'efforce, contrairement à tant d'autres pays d'Afrique de l'époque post-coloniale, de maintenir le multipartisme en Gambie et de respecter les règles démocratiques.

Il aime pourtant à "se montrer" : imitant en cela la Grande-Bretagne, la grande majorité des timbres-poste émis par la Gambie pendant ces 24 années portent son effigie en médaillon.



1972, n°s 268/270

La grande majorité des timbres émis entre 1970 et 1994 portent l'effigie du président Jawara en médaillon.

Les anniversaires de l'indépendance sont régulièrement le sujet d'émissions de timbres-poste, toujours avec l'effigie du président Jawara.



1975, n°s 304/307
Dixième anniversaire de l'indépendance



1990, n°s 929/931
25^e anniversaire de l'indépendance. Le président Jawara

En 1981, le Sénégal aide le président Jawara de la Gambie à réprimer un putsch militaire, et en 1982 est fondée la *Confédération de la Sénégambie*. Cette confédération, où les deux pays gardent leur indépendance, est instaurée pour coordonner les politiques étrangères, pour améliorer les communications et pour développer les échanges commerciaux entre le Sénégal et la Gambie. Cette confédération sera dissoute le 30 septembre 1989, surtout à cause de la méfiance de la Gambie face aux tendances annexionnistes du Sénégal.



Sénégal, 1982, n°s 573/574
Installation de la Confédération de la Sénégambie

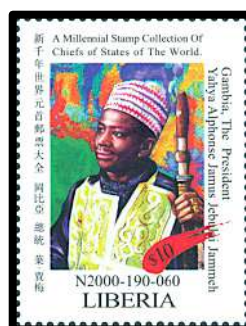
Dawda Jawara est finalement renversé le 22 juillet 1994 par Yahyah Jammeh. Celui-ci occupera la présidence de 1994 à 2016. Nettement moins démocratique que son prédécesseur, son régime devient de plus en plus policier et répressif. Les rares opposants risquent l'emprisonnement, la torture et l'exécution.

La liberté de presse est supprimée, l'homosexualité sévèrement punie, et les médicaments contre le SIDA sont interdits : le président Jammeh prétend être lui-même capable de soigner toutes les maladies avec ses herbes médicinales...

Devant la désapprobation internationale, Jammeh retire son pays du Commonwealth en 2013, il remplace l'anglais comme langue officielle par l'arabe en 2014, et proclame en 2015 que la Gambie devient une République islamique.

Il est battu aux élections de 2016, mais refuse de se retirer. Il doit cependant quitter le pays, suite à l'intervention de l'armée sénégalaise et à la pression des Nations-Unies.

Son successeur est Adama Barrow, qui restaure initialement la démocratie, mais qui renie petit à petit toutes ses promesses pour pouvoir rester plus longtemps au pouvoir...



Le président Yahya Jammeh

Timbre émis en 2000 au Liberia dans une feuille de... 190 timbres (sic !) représentant les chefs d'État du monde entier de l'époque

III. Ghana



Le Ghana est un pays dans la partie méridionale de l'Afrique occidentale, bordé par l'océan Atlantique. Le pays a trois voisins : la Côte d'Ivoire à l'ouest, le Burkina Faso au nord et le Togo à l'est.

C'est une république dont la capitale est la ville portuaire d'Accra. Sa superficie est de presque 240 000 km², avec une population qui atteint actuellement environ 32 500 000 habitants.



Carte du Ghana (Extrait de Wikipedia)

Comme presque partout en Afrique occidentale, les premiers Européens qui se sont intéressés à la région côtière du Ghana actuel sont les Portugais, à partir de 1471. Ils fondent des comptoirs le long de la côte, dont le premier est São Jorge da Mina, créé par João de Santarem et Pêro Escobar à leur retour de São Tomé & Príncipe.



*São Tomé & Príncipe, 2015, n°s 4783 & 4784
João de Santarém*



Pêro Escobar

Ces comptoirs servent au commerce de l'or - Le Ghana actuel devient le premier fournisseur d'or de l'Europe, et mérite ainsi son nom de Côte-de-l'Or, qui lui restera jusqu'à l'indépendance - et à la traite des esclaves.

Ce commerce reste un monopole portugais jusqu'au XVII^e siècle. Mais cette prospérité stimule l'avidité de nombreux autres pays, en premier lieu les Hollandais et les Anglais.

Les Hollandais s'emparent dès 1637 d'Elmina, et en quelques années, les Portugais sont éliminés de la Côte-de-l'Or. Mais les Anglais, les Suédois et les Danois s'érigent en concurrents acharnés. Dans ces pays, des compagnies, soutenues et subsidiées par l'État, sont créées pour organiser et rentabiliser au maximum le commerce de l'or et des esclaves. Aux Pays-Bas, c'est la *Compagnie des Indes occidentales* (West-Indische Compagnie, la W.I.C.), en Suède c'est la *Compagnie suédoise d'Afrique*, en Angleterre la *African Company of Merchants* et au Danemark la *Compagnie danoise des Indes occidentales*.

Ces compagnies construisent le long de toute la côte des forts, qui servent de lieu de détention et d'entrepôt pour les esclaves noirs destinés à l'Amérique, mais qui ont aussi un rôle défensif contre les concurrents Européens et contre les pirates. Un grand nombre de ces forts change très souvent de main, et certains sont actuellement encore toujours debout. Ce sont maintenant des attractions touristiques, et certains ont été représentés sur des timbres-poste en 1967 et en 1995. Je les mentionne en allant de l'ouest de la côte vers l'est.

- Le fort Apollonia, à Beyin, construit par les Anglais vers 1768.

- Le fort St. Jago, à Elmina. Initialement, ce n'était rien de plus qu'une chapelle dédiée à St. Jacques, construite par les Portugais aux environs du château d'Elmina. Après la conquête par les Hollandais en 1637, le nom du fort devient Coenraadsburg, pour honorer Albert Coenraetsz Burgh, gouverneur de la W.I.C. et bourgmestre d'Amsterdam.



*1995, n° 1716
Fort Apollonia, Beyin*



*1986, n° 911
Fort St. Jago, Elmina*



1995, n° 1719

- Le château d'Elmina a été construit par les Portugais en 1482 et se nommait alors Castelo de São Jorge da Mina. Il a été occupé par les Hollandais de 1637 à 1872 avant d'être cédé aux Anglais.
- Le château de Cape Coast a été construit par Hendrik Carloff en 1650 pour le compte de la Compagnie suédoise d'Afrique, mais il devient danois en 1663 et définitivement anglais en 1664.



*1967, n° 276
Le château d'Elmina*

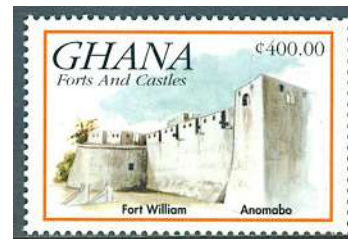


*1967, n° 277
Le château de Cape Coast*

- Fort Amsterdam, à Abandze. Construit entre 1638 et 1645 par les Anglais, le fort s'appelait d'abord Fort Cormantin. Après la prise de la région par les Hollandais, il reçut le nom de Fort Amsterdam. Il changea plusieurs fois de main.
- Fort William, à Anomabu. Construit vers 1753 par les Anglais.



*1995, n° 1718
Fort Amsterdam, Abandze*



*1995, n° 1720
Fort William, Anomabu*

- Fort Patience, à Apam, construit par les Hollandais entre 1697 et 1702.
- Le château de Christiansborg, à Osu, qui est actuellement un faubourg d'Accra. Construit dans les années 1660 par les Danois.



*1995, n° 1717
Fort Patience, Apam*



*1967, n° 275
Fort de Christiansborg, Osu*



1938, n°s 115 & 124



Fort de Christiansborg



1953, n° 147

Il reste un dernier château à mentionner : celui de Kumasi, à l'intérieur du territoire, à environ 250 km de la côte. Kumasi était la capitale des Ashantis, et le fort de Kumasi a été construit vers 1820 par les rois du peuple ashanti, aussi semblable que possible aux forts européens de la région côtière, qu'ils admiraient sans réserve. Complètement détruit par les troupes britanniques lors de la prise de Kumasi en 1874, il a été fidèlement reconstruit en 1897.



1995, n° 1721



1967, n° 274

Fort Kumasi

L'intérieur du pays a été longtemps occupé par une multitude de petits royaumes, appartenant à diverses ethnies, jusqu'à ce que les Ashantis, appartenant au groupe ethnique des Akans, parviennent à s'imposer et à créer un véritable empire, dont la capitale était Kumasi. L'apogée de la puissance de cet empire se situe au XVII^e et XVIII^e siècles, leur prospérité et leurs richesses provenant de leur fructueux commerce de l'or et des esclaves avec les Européens de la côte.

Le sol ashanti étant riche en or, ils fabriquaient des objets, statuettes et bijoux en or d'une très haute qualité artistique.



1983, n° 796



1984, n° 819

Objets en or de la culture ashanti

L'occupation de l'hinterland par les Anglais s'est faite progressivement durant tout le XIX^e siècle. La première guerre entre les Ashantis et les Britanniques se déroule dans le premier quart du XIX^e siècle. Les Ashantis voulaient soumettre le peuple Fante, qui vivait près des côtes et qui s'était allié aux Anglais. Cette guerre se termine en 1831 par un traité entre les Anglais et les Ashantis.

Après une longue période de paix, le conflit rebondit en 1872, après l'achat par Londres du château d'Elmina, le dernier vestige de la présence hollandaise le long de la côte. Les Ashantis entretenaient d'intenses relations commerciales avec les Hollandais, et la chute d'Elmina signifiait pour eux une perte importante de leurs revenus.

Ils relancent la guerre en 1871, mais les Anglais sont rapidement victorieux, et en 1872, s'emparent de Kumasi qui est entièrement détruite. Les Ashantis continuent à résister pendant vingt ans, jusqu'à l'effondrement final de leur puissance en 1896, quand leur territoire est définitivement annexé.

Les Anglais créent en 1874 la colonie de la Côte-de-l'Or, et émettent les premiers timbres dès 1875. Ils y ajoutent en 1896 le territoire conquis sur les Ashantis, qui devient un protectorat. Ce protectorat se développe alors vers le nord, et en 1901 est créé le *Northern Territories of the Gold Coast Protectorate*. Les frontières entre les territoires britanniques, français et allemands ont été définies en 1898 en 1899.



1875, n° 1

Le premier timbre de la colonie britannique de la Côte-de-l'Or, à l'effigie de la reine Victoria (facsimilé)

Au 20^e siècle, il y a donc officiellement trois régimes coloniaux britanniques dans le Ghana actuel :

- La colonie de la Côte-de-l'Or, qui englobe surtout la région côtière.
- Le protectorat sur l'ex-empire ashanti.
- Le territoires du nord, dont le statut reste assez flou.

Ces distinctions ne sont que théoriques, car en pratique, tout est dirigé par l'administration britannique siégeant à Accra.

Afin de pacifier le pays, la colonie est dotée en 1925 d'une constitution, qui divise le territoire en trois provinces (les provinces occidentale, centrale et orientale). Chaque province est dotée d'un Conseil provincial où siègent les chefs locaux. L'ensemble forme le *Joint Provincial Council of Chiefs*, qui peut envoyer six membres dans le Conseil législatif supérieur qui siège à Accra.



1948, n° 130

Emblème du Joint Provincial Council of Chiefs

Pendant la première moitié du XX^e siècle, la Côte-de-l'Or devient la plus riche et la plus évoluée des colonies de l'Afrique occidentale. Cette richesse provient surtout de la culture du cacao, dont la colonie devient un des plus importants exportateurs du monde.



1948, n°s 135 & 136

La culture du cacao

La Côte-de-l'Or va voir son territoire croître en 1956, à cause de l'annexion d'une partie du Togo.

Jusqu'à la première guerre mondiale, le Togo avait été une colonie allemande. En 1919, après la guerre, le Togo est placé sous la tutelle de la Société des Nations, qui confirme le partage entre la partie orientale qui devient le Togo français et la partie occidentale qui devient le Togoland britannique.

Après la deuxième guerre mondiale, les Nations-Unies remplacent la Société des Nations, et le partage est une nouvelle fois confirmé. Dans le Togoland britannique, un référendum est organisé le 9 mai 1956, et une nette majorité choisit l'union avec la Côte-de-l'Or, qui deviendra indépendante le 6 mars 1957 sous le nom de Ghana.

Après la deuxième guerre mondiale, les demandes d'autonomie se font entendre d'une manière de plus en plus forte dans tout le monde colonial. Dans la Côte-de-l'Or, cette demande s'exprime très clairement par la voix de Kwame Nkrumah, qui fonde en 1949 le CPP (*Convention People's Party*), qui exige dès sa création l'indépendance complète.

La Grande-Bretagne accorde progressivement plus d'autonomie à la Côte-de-l'Or, et dès 1952, Nkrumah devient premier ministre, mais toujours sous la tutelle de Londres.

Après des élections, tenues en 1956 et nettement gagnées par le CPP, Londres accepte d'accorder l'indépendance à sa colonie, et le 6 mars 1957, les quatre composantes de la colonie (la Crown Colony côtière, le pays Ashanti central, les Northern Territories et le Togoland britannique) s'unifient pour former le Ghana indépendant.



1957, n°s 3, 3B & 4

Proclamation de l'indépendance, le 6 mars 1957



1958, n°s 17/20

Premier anniversaire de l'indépendance

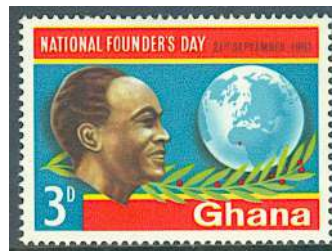


1960, n°s 64/67

Troisième anniversaire de l'indépendance

Nkrumah reste le premier ministre du nouveau pays, dont le chef d'État est cependant encore toujours la reine Élisabeth d'Angleterre. Le Ghana est la première colonie de l'Afrique occidentale à obtenir son indépendance. Nkrumah devient dans toute l'Afrique une figure de proue de la décolonisation, et un exemple à suivre.

Au Ghana, pratiquement tous les ans, une série de timbres est émise à l'effigie de Nkrumah: le 21 septembre de chaque année devient un jour férié, sous le nom de "La journée du fondateur" (*Founder's Day*).



1961, n°s 96/98



1963, n°s 139/142



1964, n°s 167/170

Timbres émis annuellement pour le "Founder's Day". Effigie de Kwame Nkrumah

Le 1^{er} juillet 1960, après un référendum, Nkrumah proclame la République. La reine Élisabeth cesse d'être nominalement chef de l'État, et Kwame Nkrumah devient le premier président du Ghana.



1962, n^{os} 113/115
Deuxième anniversaire de la République



1964, n^{os} 159/162
Quatrième anniversaire de la République

Nkrumah est un fervent partisan du panafricanisme, et rêve de réaliser les États-Unis d'Afrique. Son plus fervent adepte est Sékou Touré, en Guinée. Ensemble, ils essaient de promouvoir dans toutes les ex-colonies du continent un socialisme africain, mais leur politique de gauche se heurte de plus en plus à l'hostilité des pays occidentaux.

Les initiatives de Nkrumah rencontrent une opposition croissante dans son pays, qu'il réprime à partir de 1964 d'une façon de plus en plus dure, alors qu'initialement, il était un partisan de la non-violence.

Il instaure un régime à parti unique, interdit toute critique, introduit la censure et réprime la moindre velléité d'opposition. Il pousse à l'extrême le culte de la personnalité, et est finalement renversé le 24 février 1966. Il se réfugie alors en Guinée chez son ami Sékou Touré, et meurt en 1972.



1967, n°s 262/265

Premier anniversaire du coup d'État du 24 février 1966

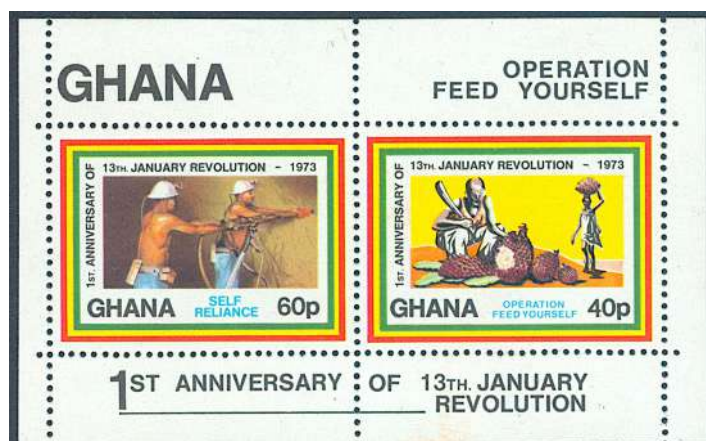
La suite de l'histoire du Ghana est une succession de coups d'État militaires, avec des présidents qui se suivent et se renversent à un rythme accéléré.

Le coup d'État de 1966, avec le renversement de Nkrumah, inaugure fin 1969, après un intermède militaire, la *deuxième République*. Trois présidents vont se succéder entre 1970 et 1979 dans cette deuxième République, chaque fois éliminé par un coup d'État (1972, 1978 et 1979).



1969, n°s 359/362

Proclamation de la deuxième République



1973, bloc 47

Premier anniversaire du coup d'État de 1972

Après un énième coup d'État, perpétré le 4 juin 1979, trois ex-présidents du Ghana (Afrifa, Acheampong et Akuffo) sont condamnés à mort et exécutés entre le 16 et le 26 juin 1979.



1990, n°s 1110/1114
10^e anniversaire du coup d'État du 4 juin 1979

En septembre 1979, après le putsch de juin, est créée la troisième République, qui n'aura qu'une existence très éphémère : elle est renversée à son tour le 31 juin 1981 par Jerry Rawlings, qui accède à son tour à la présidence. Rawlings avait pourtant déjà été l'auteur du putsch précédent en 1979 !



1980, n°s 681/683
Proclamation de la troisième République

Rawlings va s'efforcer de réorganiser le pays, de lui redonner la stabilité et de restaurer la démocratie. Il occupe la présidence pendant vingt ans, de 1981 à 2001. Il fait promulguer en 1993 une nouvelle constitution, qui restaure le multipartisme et inaugure la quatrième République.



2007, Timbre émis en 2007
mais retiré quelques jours après



Timbre émis en 2000 au Liberia dans
une feuille de... 190 timbres (sic !) représentant
les chefs d'État du monde entier de l'époque

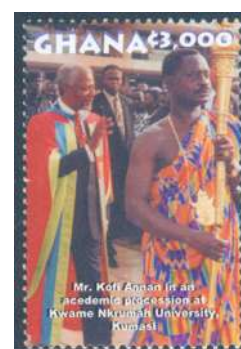
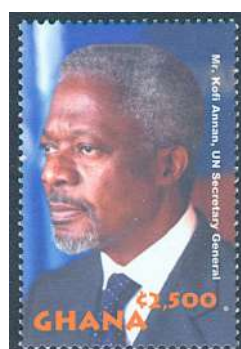


1993, n°s 1464/1468
Proclamation de la quatrième République

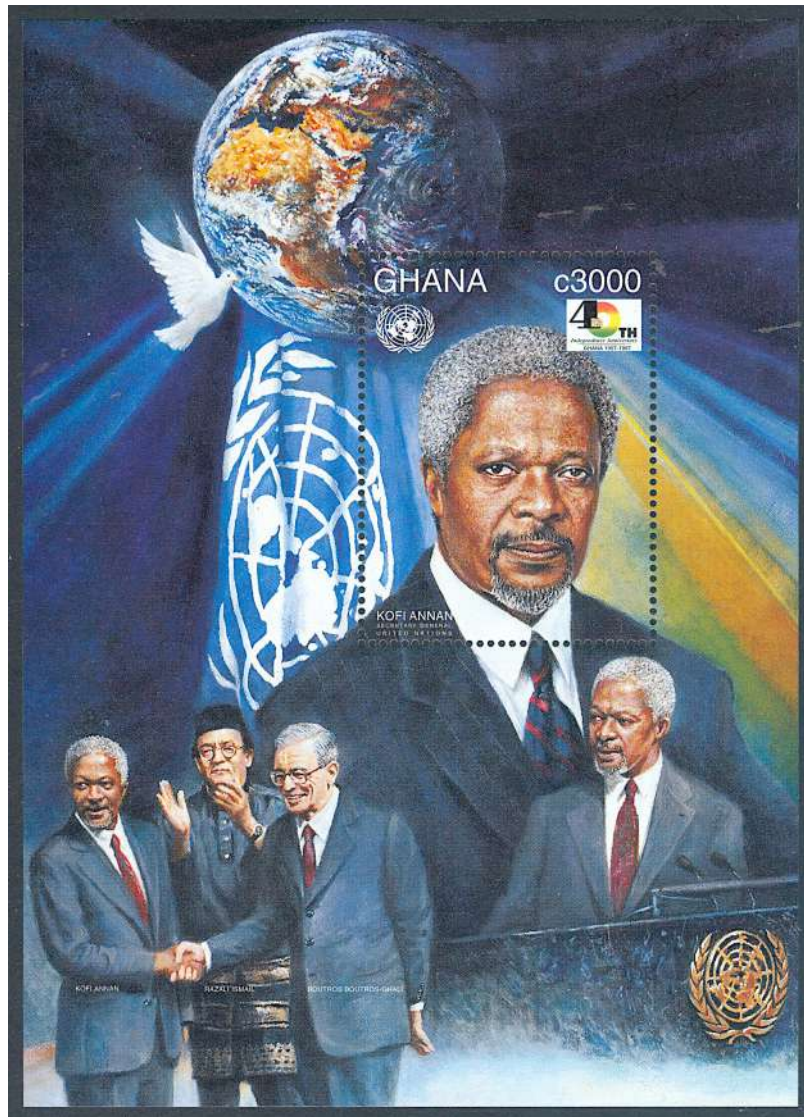
Les successeurs de Rawlings (Kufuor de 2001 à 2009, Mills de 2009 à 2012, Mahama de 2012 à 2017 et Akufo-Addo à partir de 2017) essaient eux aussi de respecter les règles démocratiques et accèdent à la présidence après des élections qui se déroulent normalement.

Mais le Ghanéen le plus célèbre est sans conteste Kofi Annan. Il a été secrétaire-général des Nations-Unies pendant dix ans, du 1^{er} janvier 1997 au 31 décembre 2006.

Ses efforts pour la paix ont été récompensés par l'attribution du prix Nobel de la paix en 2001.



2002, n°s 2870/2873
Kofi Annan, prix Nobel de la paix 2001



*1997, bloc 309
Kofi Annan, secrétaire-général des Nations-Unies*

Quand on connaît le sort qui a été réservé à la majorité des présidents pendant le premier demi-siècle de l'indépendance du Ghana, on ne peut qu'être étonné en voyant le bloc émis en 2007, pour le 50^e anniversaire de l'indépendance. Ce bloc montre la plupart des présidents du Ghana et un premier ministre :

- Kwame Nkrumah (1960-1966), renversé en 1966.
- Joseph Arthur Ankrah (1966-1969), démission forcée en 1969.
- Akwasi Afrifa (1969), fusillé le 26 juin 1979.
- Kofi Abrefa Busia (premier ministre 1969-1972 pendant la présidence d'Edward Akufo-Addo), tous les deux renversés en 1972.
- Ignatius Kutu Acheampong (1972-1978), renversé en 1978, fusillé le 16 juin 1979.
- Fred Akuffo (1978-1979), renversé en 1979, fusillé le 26 juin 1979.
- Hilla Limann (1979-1981), renversé en 1981.
- Jerry Rawlings (1981-2001).
- John Kufuor (2001-2009).

Seuls les deux derniers ont achevé leurs mandats présidentiels d'une façon normale...



HEADS OF STATE REPUBLIC OF GHANA



0720

2007, n°s 3300/3308

Les principaux présidents du Ghana entre 1957 et 2007, et un premier ministre.

De haut en bas et de gauche à droite :

Kwame Nkrumah (1960-1966) Joseph Arthur Ankrah (1966-1969) Akwasi Afrifa (1969)
Kofi Agyem-Adomah (1969-1972) Ignatius Kutu Acheampong (1972-1978) Fred Akuffo (1978-1979)
Hilla Limann (1979-1981) Jerry Rawlings (1981-2001) John Kufuor (2001-2009)

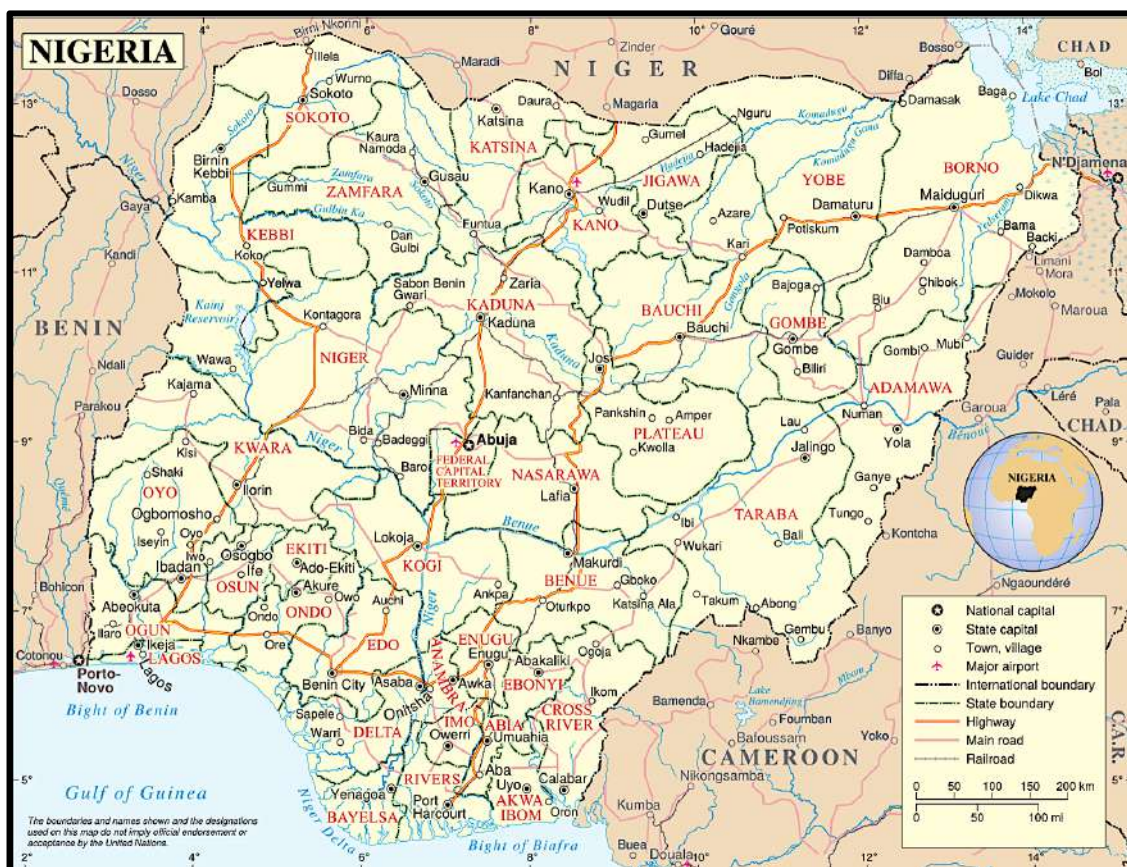
IV. Nigeria



Le Nigeria est situé dans la partie méridionale de l'Afrique occidentale. Bordé par l'océan Atlantique, il a comme voisins le Bénin à l'ouest, le Niger au nord, le Cameroun à l'est et au sud-est et le Tchad au nord-est.

Avec une superficie approchant les 924 000 km², c'est un des plus grands pays d'Afrique occidentale, et c'est aussi le plus peuplé de toute l'Afrique, avec plus de 220 millions d'habitants.

Le Nigeria est une république fédérale. La capitale en est maintenant Abuja, située au centre du pays, qui a remplacé en 1991 Lagos, la ville portuaire qui est actuellement la ville la plus peuplée de toute l'Afrique.



Carte du Nigeria (Extrait de Wikipedia)

Le Nigeria était initialement peuplé de plusieurs ethnies, regroupées en royaumes qui se combattaient souvent pour installer leur hégémonie dans tout le territoire. Parmi les plus importantes, il faut mentionner les royaumes Yoruba, Igbo, Edo, Haoussa, Nupe et plusieurs autres.

Comme dans pratiquement toute l'Afrique occidentale, la région côtière présentait beaucoup d'intérêt pour les Européens, qui y installent de nombreux comptoirs servant à la traite des esclaves. Comme partout, les premiers sont les Portugais, rapidement suivis par les Anglais et les Français.

Le comptoir principal est Lagos, une cité du royaume Yoruba, qui devient un des principaux centres de la traite des Noirs de toute l'Afrique occidentale.

Les Anglais avaient déjà interdit en 1807 le commerce des esclaves, mais cela est resté longtemps lettre morte à Lagos. En 1852, le roi des Yoruba de Lagos signe avec les Anglais un traité qui abolit son très rentable commerce des esclaves, en échange de la "protection" britannique.

C'est le début de la véritable colonisation de Lagos, car le roi est contraint de signer le 6 août 1861 un nouveau traité, par lequel il cède Lagos à la Grande-Bretagne, et le 5 mars 1862, Lagos devient officiellement une colonie britannique.

Dès 1874, des timbres sont émis pour la colonie britannique de Lagos. Il seront employés jusqu'en 1906, quand la colonie de Lagos sera incorporée au "Southern Nigeria Protectorate".



Exemples de timbres employés entre 1874 et 1906 dans la colonie de Lagos

Les Anglais n'ont, jusqu'au XX^e siècle, jamais considéré les territoires qui forment l'actuel Nigeria comme un ensemble cohérent, mais plutôt comme une mosaïque de protectorats séparés, installés pour des raisons purement commerciales.

La première de ces entités est le delta du Niger, initialement appelé "Oil Rivers" à cause de l'huile de palme qui y était cultivée. Des compagnies sont créées à Londres pour y développer le commerce. C'est d'abord la "United African Company" en 1879, qui en 1881 devient la "National African Company" et en 1886 la "Royal Niger Company".

La conférence de Berlin de 1884-1885 reconnaît le monopole britannique sur ce territoire, que Londres érige en 1884 en protectorat. Le "Oil Rivers Protectorate" change de nom en 1893 pour devenir le "Niger Coast Protectorate".

Des timbres sont émis pour ce protectorat à partir de 1892. Ce sont d'abord des timbres anglais surchargés "British / Protectorate / Oil Rivers", ensuite des timbres portant la mention "Niger Coast Protectorate".

En 1900, le "Niger Coast Protectorate" va se joindre à d'autres territoires pour former le "Southern Nigeria Protectorate".



Exemples de timbres anglais employés en 1892 avec la surcharge "British / Protectorate / Oil Rivers" (facsimilés issus du site Delcampe)



Exemples de timbres employés entre 1893 et 1900, avec la légende
“Niger Coast / Protectorate”

La “Royal Niger Company” acquiert, en signant des traités avec les chefs locaux, de grands territoires dans le sud du Nigeria actuel. Ces territoires sont vendus en 1900 au gouvernement britannique, qui les joint au “Niger Coast Protectorate” pour former un nouvel ensemble, le “Southern Nigeria Protectorate”, qui émet à partir de 1901 à son tour ses propres timbres, qui seront employés jusqu’en 1914.



Exemples de timbres employés entre 1900 et 1914, avec la légende “Southern Nigeria”

Continuer la progression vers le Nord, dans le but de soumettre tout le bassin du fleuve Niger à une administration britannique, a été l’œuvre de deux hommes : Frederick Lugard et George Taubman Goldie. En tant qu’administrateur de la “Royal Niger Company”, Goldie signe d’innombrables traités avec les chefs locaux, faisant progresser systématiquement l’avance britannique vers le Nord.

Lugard et Goldie se heurtent à une forte opposition de la part de la France et de l’Allemagne, mais la conférence de Berlin de 1884-1885 accorde cette zone à la Grande-Bretagne.



Île de Man, 1975, n°s 55/58
Sir George Taubman Goldie

En 1897, Lugard proclame que les régions du Nord deviennent le “Protectorate of Northern Nigeria”. Ce protectorat émet à partir de 1900 à son tour ses propres timbres, qui seront employés jusqu’en 1914.



Exemples de timbres employés entre 1900 et 1914, avec la légende “Northern Nigeria”

Tout comme c'était le cas avec les territoires du Sud, le protectorat de Nigeria du Nord est transféré en 1900 au gouvernement britannique, qui va en 1914 fusionner les deux entités pour former un grand ensemble, la “*Colony and Protectorate of Nigeria*”. Le Nigeria actuel est donc né le 1^{er} janvier 1914.



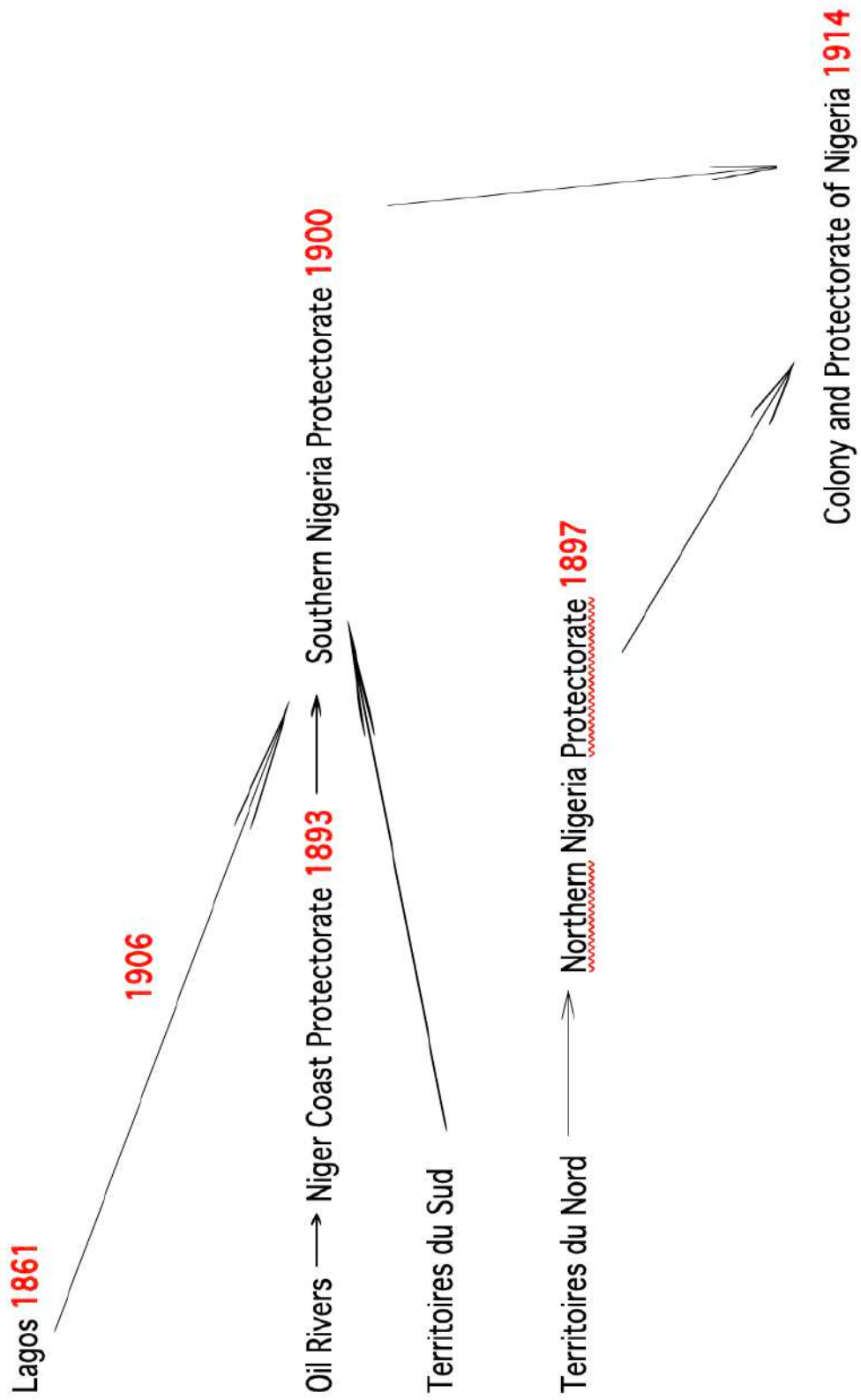
*2016, Michel n°s 884/887
100^e anniversaire de la colonie britannique du Nigeria.
Le quatrième timbre montre l'effigie de Sir Frederick Lugard*

À partir de 1914, tous les timbres précédents perdent leur validité et sont remplacés par de nouveaux timbres-poste, avec NIGERIA comme seule légende.



Exemples de timbres employés à partir de 1914 pour l'ensemble de la colonie

Schéma de la formation de la colonie du Nigeria



La nouvelle colonie est cependant un amalgame très disparate, où les différences de mentalité entre les nombreuses ethnies sont très grandes. Cela contraint le gouvernement central à restituer un grand nombre de fonctions et de responsabilités aux administrations locales du Nord, du Sud et de Lagos.

Dans l'entre-deux-guerres, la demande d'autonomie commence à se faire entendre, mais en même temps, des tendances séparatistes apparaissent, surtout dans le Nord avec la création du NPC (*Northern People's Congress*).

Après la deuxième guerre mondiale, Londres prépare, comme dans toutes ses colonies, l'évolution vers l'indépendance. Une autonomie de plus en plus large est progressivement concédée, et une nouvelle constitution, promulguée en 1954, redessine la carte de la colonie, en la divisant en trois régions : un territoire du Nord, un de l'Est et un de l'Ouest. Le Nigeria devient une fédération de ces trois nouvelles entités, chacune ayant son propre gouvernement régional, le gouvernement fédéral siégeant à Lagos.



2000, n° 711
Obafemi Awolowo
Leader du territoire de l'Ouest



2013, Michel n° 860
Ahmadu Bello
Leader du territoire du Nord



2000, n° 713
Nnamdi Azikiwe
Leader du territoire de l'Est

Entre 1957 et 1959, les différentes régions accèdent à l'autonomie (l'Ouest et l'Est en 1957, le Nord en 1959), mais toujours sous la tutelle de Londres.

Le premier ministre fédéral est Abubakar Tafawa Balewa, qui conservera ce poste après l'indépendance, jusqu'à son assassinat en 1966.



1959, n°s 91/92
Accession du territoire du Nord à l'autonomie en 1959



2000, n° 712
Abubakar Tafawa Balewa, premier ministre fédéral

Cette autonomie est l'avant-coureur de l'indépendance totale, qui est accordée le 1^{er} octobre 1960. Comme dans la majorité des ex-colonies britanniques, la reine Élisabeth reste nominalement chef de l'État, jusqu'à ce que le Nigeria devienne une république le 1^{er} octobre 1963, sous le nom de *Fédération du Nigeria*.



2000, n° 813

Les pères fondateurs : Alvan Ikoku, Ahmadu Bello, Nnamdi Azikiwe et Obafemi Awolowo

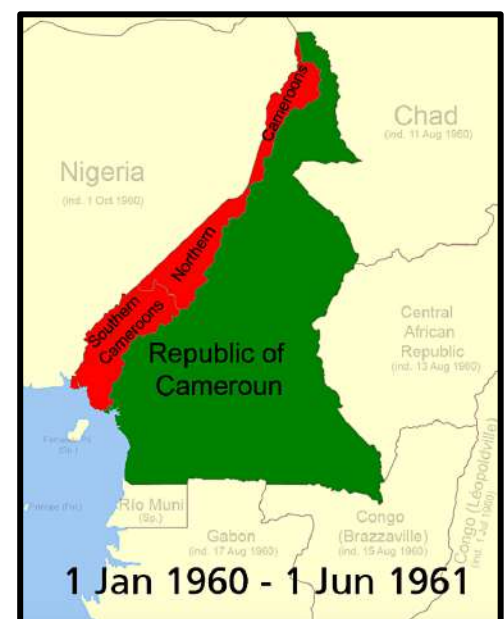


1961, n°s 114/118

Premier anniversaire de l'indépendance

Le Nigeria a vu son territoire légèrement croître au XX^e siècle, grâce à l'incorporation d'une petite partie du Cameroun. Pendant la première guerre mondiale, les Allemands avaient rapidement perdu leur colonie du Cameroun. Le 1^{er} avril 1916, Le Cameroun est officiellement partagé en deux zones. Les Anglais récupèrent une bande de 800 km le long de la frontière du Nigeria, ainsi qu'une petite zone près du lac Tchad. Les Français s'approprient tout le reste, soit un territoire neuf fois plus étendu. Dans la zone qui leur est attribuée, les Britanniques mettent en service des timbres du Nigeria.

En 1919, la Société des Nations confirme les zones d'occupation, et donne à la Grande-Bretagne et à la France un mandat officiel sur ces territoires. La partie sous mandat anglais est provisoirement incorporée à la colonie britannique du Nigeria, bien que restant officiellement sous la tutelle de la Société des Nations.



La zone rouge est la zone du référendum de 1961

(Extrait du site commons.wikimedia.org)

Après la deuxième guerre mondiale, les Nations-Unies ont remplacé la Société des Nations. Un référendum est organisé le 11 février 1961 dans la partie anglophone du Cameroun, et suite à ce référendum, la partie septentrionale du Cameroun anglophone, en majorité musulmane, se prononce dans sa grande majorité pour son rattachement au Nigeria, tandis que la partie méridionale vote pour son rattachement au Cameroun français.

Le Nigeria ayant acquis son indépendance le 1^{er} octobre 1960, le premier gouverneur-général en est l'homme de l'Est Nnamdi Azikiwe, et le premier ministre en est l'homme du Nord Abubakar Tafawa Balewa.

Azikiwe proclame la République le 1^{er} octobre 1963, et en devient le premier président. La reine d'Angleterre cesse ainsi d'être nominalement le chef de l'État.



1963, n°s 146/148

Proclamation de la République. Le président Azikiwe



1964, n° 158

Le président Nnamdi Azikiwe

Cependant, les tensions ethniques persistent et même s'exacerbent, et le régime d'Azikiwe est renversé le 15 janvier 1966. C'est un coup d'État très sanglant, où de nombreuses personnalités sont exécutées, dont le premier ministre Balewa et le leader du Nord Bello.

L'auteur de ce coup d'État, le général Johnson Aguiyi-Ironsi est assassiné la même année, et remplacé par le général Yakubu Gowon, un homme du Nord, qui va gouverner le pays jusqu'en 1975. C'est pendant sa présidence que se déroule la terrible guerre du Biafra, entre 1967 et 1970.

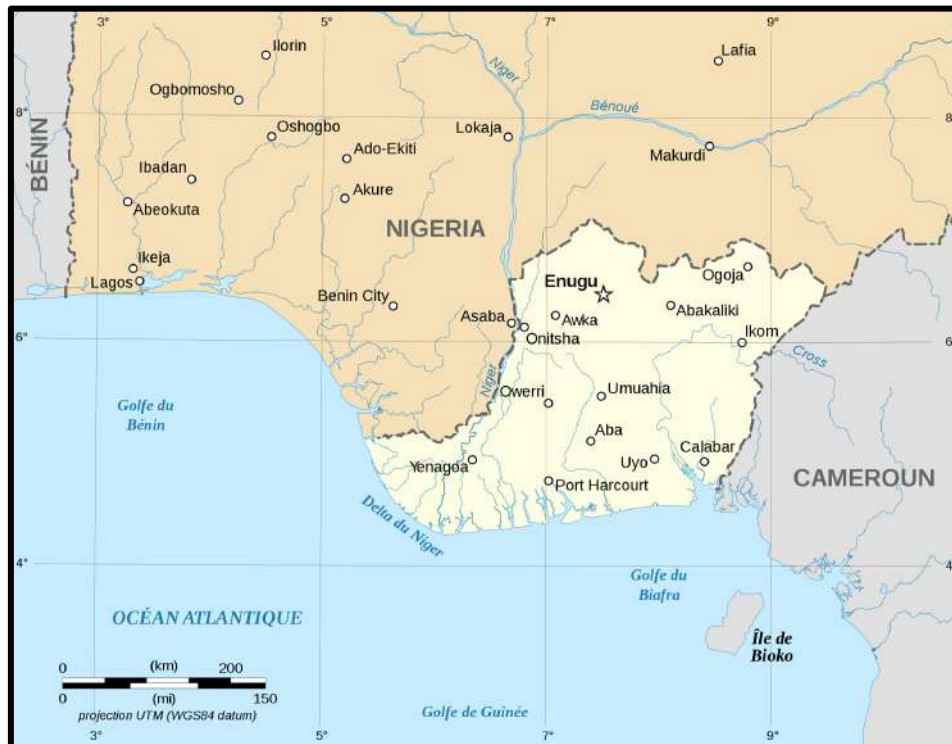


1969, n°s 228/229

Le président Yakubu Gowon et son épouse

Le général Aguiyi-Ironsi était un membre de l'ethnie Igbo, à laquelle il voulait donner la prédominance dans tout le Nigeria. Sa chute, accompagnée de son assassinat le 29 juillet 1966, signifie le début d'une période d'effroyables massacres des Igbo, dont plus de 30 000 sont exterminés.

Dans ce climat de guerre civile, Odumegwu Ojukwu, le gouverneur de la zone orientale du Nigeria et lui-même un Igbo, décide de faire sécession et proclame le 30 mai 1967 l'indépendance du sud-est du Nigeria sous le nom de République du Biafra. Le sud-est est la région où vivaient les Igbo, mais c'est aussi la région riche en réserves de pétrole. La capitale du Biafra est Enugu, son port principal est Port Harcourt.



Carte du Biafra (Extrait de Wikipedia)

La guerre entre le Nigeria et le Biafra est effroyable. Le Nigeria, avec sa puissante armée, parvient à s'emparer de toute la région côtière et empêche ainsi tout ravitaillement en armes, munitions et denrées alimentaires. Cela provoque dans la population civile du Biafra une terrible famine, touchant surtout les enfants, qui fait près d'un million de victimes. Cette crise humanitaire du Biafra est largement médiatisée dans le monde entier et suscite un élan international de solidarité et de soutien.



*Biafra, 1968, n°s 1/3
Création de la République du Biafra*



*Biafra, 1969, bloc 2
Illustration des conséquences de la famine qui touche le Biafra*

La situation du Biafra s'avère désespérée, et le pays capitule le 15 janvier 1970. Le président Gowon, qui avait été impitoyable dans la guerre, se montre plus généreux envers les vaincus, en évitant toute répression sanglante, et en se consacrant à la réconciliation et à la reconstruction du pays.

Pour comprendre les raisons de cette guerre, il faut envisager les trois éléments qui l'ont provoquée : un élément politique (le massacre des Igbo de juillet 1966 à mai 1967), un élément ethnique (les Igbo de l'Est contre les Haoussas du Nord) et un élément religieux (l'ethnie haoussa est en majorité islamique, l'ethnie igbo animiste ou chrétienne).



*1970, n°s 237/240
Fin de la guerre civile et réconciliation nationale*

Les trente années qui suivent sont une succession de coups d'État, avec des présidences le plus souvent éphémères. Gowon est renversé le 29 juillet 1975 par le général Murtala Muhammed, qui est assassiné à son tour le 13 février 1976.



1977, n°s 336/338

Premier anniversaire de l'assassinat du général Murtalla Muhammed

Les présidents qui se succèdent ensuite (Obasanjo, Shagari, Buhari, Babangida, Shonekan, Abacha, etc.) accèdent tous au pouvoir par un putsch militaire, et entre 1983 et 1999, c'est une véritable dictature militaire qui gouverne le pays.

Après la mort d'Abacha en 1998, la démocratie est enfin restaurée au Nigeria, et Olusegun Obasanjo accède une deuxième fois à la présidence, pour la première fois depuis longtemps après des élections normales.



2000, bloc 14

Retour à la démocratie. Le président Olusegun Obasanjo

Les élections de 2007 portent Umaru Yar'Adua à la présidence, mais celui-ci meurt en 2010 et est remplacé par son vice-président Goodluck Jonathan, qui va gouverner le Nigeria jusqu'en 2015. En 2015, après des élections qui se déroulent plus ou moins normalement, Muhammadi Buhari accède à la présidence.

En 2014, le Nigeria a émis une série de sept timbres représentant quelques-uns des présidents. Le premier timbre montre cependant Abubakar Tafawa Balewa, qui n'a jamais été président, mais seulement premier ministre.



Abubakar Tafawa Balewa



*Nnamdi Azikiwe
(1963-1966)*



*Shehu Shagari
(1979-1983)*



*Ernest Shonekan
(1993)*



*Olusegun Obasanjo
(1976-1979 & 1999/2007)*



*Umaru Yar'Adua
(2007-2010)*



*Goodluck Jonathan
(2010-2015)*

2014, Michel n°s 866/872

Quelques-uns des chefs d'État du Nigeria



2009, n°s 803/804

10^e anniversaire du retour à la démocratie. Le président Umaru Yar'Adua



Le plus grand problème auquel le Nigeria actuel est confronté est l'intégrisme islamique, qui sévit surtout dans le nord-est du Nigeria, sous le nom de Boko Haram. Ce mouvement islamique terroriste est responsable de très nombreux massacres, attentats et enlèvements.

V. Liberia



Le Liberia est un pays de l'Afrique occidentale. Bordé par l'océan Atlantique, il a comme voisins la Sierra Leone à l'ouest, la Guinée au nord, et la Côte d'Ivoire à l'est.

Sa superficie dépasse les 111 300 km², avec une population de plus de 5 250 000 habitants.

Le Liberia est une république, avec Monrovia comme capitale.



Carte du Liberia (Extrait de Wikipedia)

Une fois de plus, ce sont les Portugais, qui, dès 1462, ont les premiers longé les côtes de l'actuel Liberia, qu'ils nomment la Côte du Poivre (*Costa da Pimenta*). La côte est très peu fréquentée, et seuls les Hollandais et les Anglais y installent des petits comptoirs très éphémères.

Le Liberia est né... par philanthropie. Depuis 1800, un fort courant anti-esclavagiste se manifeste de plus en plus aux États-Unis, et en 1816 est fondée l'*American Colonization Society*, dont le but est de reloger les esclaves noirs libérés en Afrique.

En 1820, un premier navire, l'*Elizabeth*, cingle vers l'Afrique, avec 88 Noirs à bord. Il débarque à la Sierra Leone, où l'esclavage règne encore. Un deuxième navire, le *Nautilus*, le rejoint en 1821. Mais ce n'est pas un succès : beaucoup meurent de fièvre jaune et de malaria, et rares sont les survivants qui, accompagnés de Noirs arrachés par la marine britannique aux navires esclavagistes portugais, français et hollandais, se dirigent vers l'actuel Liberia. Là, ils achètent au roi local le Cap Mesurado, une zone côtière d'une soixantaine de kilomètres, et s'y installent. Ils y construisent une première cité en 1822, qui reçoit le nom de Monrovia, d'après le président américain James Monroe.



1923, n°s 194/198



1972, n°s 556/559

100^e et 150^e anniversaire des premiers arrivants au Liberia. Le navire Elizabeth au cap Mesurado



1949, n° 289

Débarquement des premiers colons



1947, n° 279/282 & P.A. n° 53

125^e anniversaire de la défense de Monrovia, qui vient d'être fondée en 1822

Une deuxième établissement, à l'embouchure du fleuve Saint-John, est créé au début des années 1830, et reçoit le nom de Buchanan. Au début, les premiers établissements sont souvent attaqués et détruits par la population locale, et ont beaucoup de peine à survivre. Ils doivent lutter contre les maladies, le manque de nourriture, la misère et le climat très dur.

Mais, grâce au soutien des sociétés philanthropiques américaines, de nouveaux sites sont fondés le long de la côte, où de plus en plus de Noirs américains sont relogés. Ils sont appelés les Américo-Libériens, pour les différencier de la population locale autochtone. Ces établissements fusionnent en 1838 pour former le *Commonwealth of Liberia*, avec Monrovia comme capitale. Thomas Buchanan en est le premier gouverneur, de 1839 jusqu'à sa mort en 1841



1940, n°s 251/253

100^e anniversaire du Commonwealth of Monrovia. Le gouverneur Thomas Buchanan

Un des Américains les plus actifs dans la création du Liberia est Jehudi Ashmun. En 1822, il dirige vers l'Afrique un nouveau contingent de Noirs. Il prend le commandement à Monrovia, qu'il fortifie, défend, organise, réglemente et développe. Après six ans, il retourne en 1828, malade, aux États-Unis, où il meurt après quelques semaines, à peine âgé de 34 ans.



1949, n° 290

Jehudi Ashmun pendant la défense de Monrovia en 1822



1952, n°s 309/314 & P.A. n°s 64/65

En l'honneur de Jehudi Ashmun

En plus d'Ashmun, les timbres portent l'effigie de personnages qui se sont illustrés en faveur de la création du Liberia : Lott Carey, Robert Goodloe Harper, John Marshall, Thomas Buchanan, John Jenkins Roberts et James Monroe.

Seul le président libérien William Tubman, sur le timbre de poste aérienne, est un personnage postérieur

Le 26 juillet 1847, en accord avec l'*American Colonization Society*, le Commonwealth of Liberia proclame son indépendance et devient la République du Liberia.



1949, n°s 283/286 & P.A. n°s 54/56

100^e anniversaire de l'indépendance du Liberia

Le premier président en est Joseph Jenkins Roberts, qui occupera la présidence de 1848 à 1856 et obtiendra un deuxième mandat de 1872 à 1876. Il avait été, après Thomas Buchanan, le deuxième gouverneur du Commonwealth (et le premier de couleur noire), de 1841 à 1848.

Son principal souci est de faire reconnaître l'indépendance de son pays par les grandes puissances, ce que la Grande-Bretagne fait en 1848, la France en 1852. Il faut attendre la présidence de Lincoln pour que les États-Unis reconnaissent à leur tour cette indépendance.



1961, n°s 375/376 & P.A. n° 127
Le président Joseph Jenkins Roberts

Jusque dans l'entre-deux-guerres au XX^e siècle, ce sont les Américo-Libériens qui détiennent tous les pouvoirs et dirigent l'administration du pays. La population autochtone est soumise à un véritable travail forcé au service des multinationales occidentales, surtout américaines.

Le Liberia a émis plusieurs séries avec l'effigie de ses présidents, dont le mandat n'était que de deux ans. La première série est émise en 1949-1950, la deuxième en 1958-1960 et la troisième en 1966-1969.

1) La série de 1949-1950



Joseph Jenkins Roberts
(1^{er} mandat)



Joseph Jenkins Roberts
(2^e mandat)



Stephen Benson



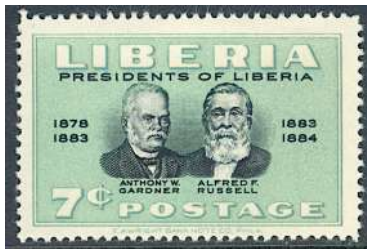
Daniel Warner



James Spriggs Payne



Edward Roye



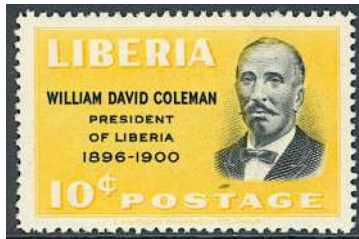
Anthony Gardiner & Alfred Russell



Hilary Johnson



Joseph Cheeseman



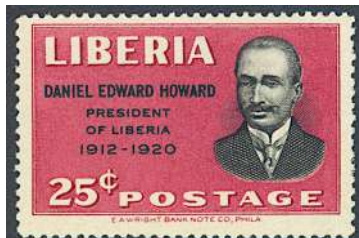
William Coleman



Garretson Gibson



Arthur Barclay



Daniel Howard



Charles King
1949-1950, n°s 291/305



Edwin Barclay

2) La série de 1958-1960



Joseph Jenkins Roberts



Stephen Benson



William Coleman



Garretson Gibson



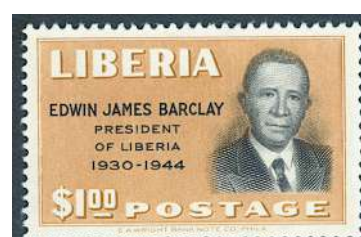
Arthur Barclay



Daniel Howard



Charles King
1958-1960, n°s 349/356



Edwin Barclay

3) La série de 1966-1969



J.J. Roberts



S. Benson



D. Warner



J. Spriggs Payne



E. Roye



W. Coleman



D. Howard



C. King



H. Johnson



E. Barclay



J. Cheeseman

1966-1969, n°s 415/424A

Ce n'est qu'à partir de 1892 que certains présidents en exercice se voient honorés par un ou plusieurs timbres-poste. Le premier est Hilary Johnson, président de 1884 à 1892, ensuite c'est le tour d'Arthur Barclay, président de 1904 à 1912, de Daniel Howard, président de 1912 à 1920, de Charles Dunbar Burgess King, président de 1920 à 1930 et d'Edwin Barclay, président de 1930 à 1944.



1892, n° 30



1896, n° 44

Hilary Johnson



1909, n° 98

Arthur Barclay



1909, n° 104



1920, n° 169

Daniel Howard



1923, n° 203

Charles D.B. King



1928, n° 219



1937, n° 250

Edwin Barclay

Du point de vue philatélique, il faut mentionner la mésaventure survenue à Hilary Richard Wright Johnson, président de 1884 à 1892.

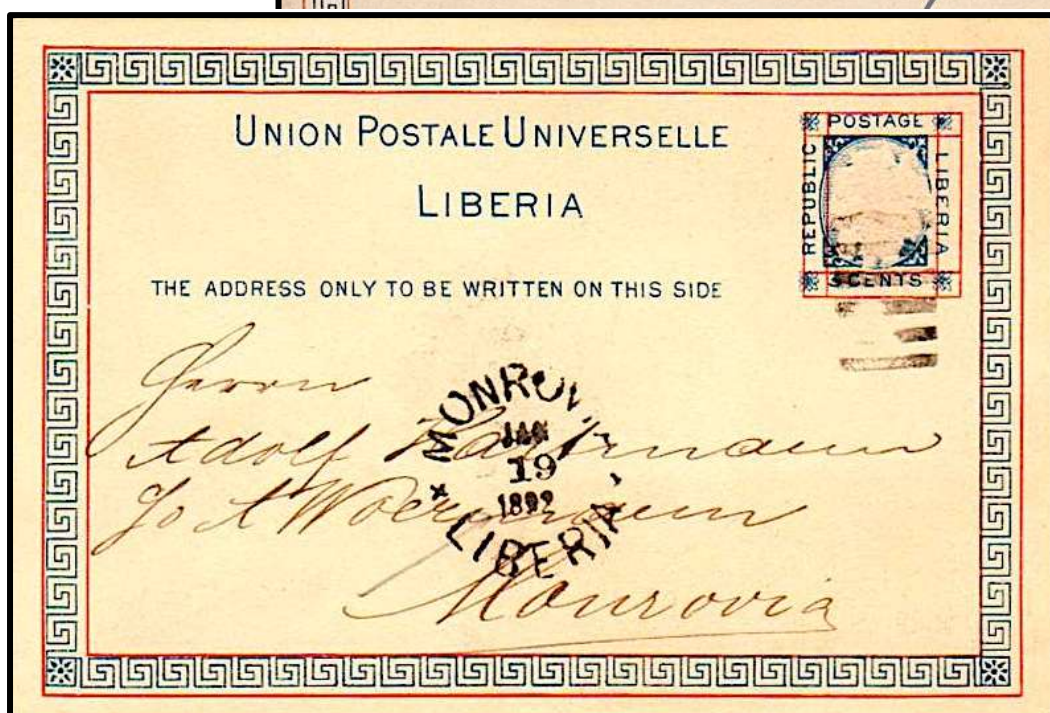
Pendant son quatrième mandat, en 1891, des négociations avec la Côte d'Ivoire voisine tournent très mal pour le Liberia, qui perd une partie de son territoire au profit de son voisin.

La responsabilité de cet échec est attribuée au président, dont la popularité fait une chute vertigineuse, et Johnson devient le personnage le plus haï de tout le pays.

Or, des entiers postaux à l'effigie de Johnson avaient cours au Liberia. Quand le mandat de Johnson se termine fin 1891, il n'est pas question d'employer encore ces entiers postaux, mais il s'avère beaucoup trop coûteux d'en faire imprimer de nouveaux sans l'effigie de Johnson. La solution est toute trouvée : il suffit de gratter l'effigie de l'ex-président.

C'est donc un véritable cas unique dans la philatélie, où, pour qu'un entier soit valable, il doit d'abord être détérioré !

*Entier postal à
l'effigie du président
Johnson*



19 janvier 1892, emploi d'un entier postal après le grattage obligatoire de l'effigie présidentielle

La disgrâce de Johnson n'a pas duré longtemps : après quelques mois, en 1892, il a été nommé directeur des postes libériennes et de nouveaux timbres-poste à son effigie seront encore émis.

Sous les présidences de William Tubman (1944-1971) et de William Tolbert (1971-1980), le Liberia connaît une période de prospérité, grâce aux capitaux des multinationales auxquelles des concessions sont attribuées pour l'exploitation du minerai de fer.

Mais cette prospérité ne profite qu'à la classe dominante des Américo-Libériens, et la population autochtone, qui fournit la main d'œuvre, est entièrement négligée.



1949, P.A. n° 61



1958, P.A. n° 115



1949, n° 295
Le palais présidentiel



1965, n°s 409 & P.A. n° 149



1968, n° 454



1971, n°s 540/541



1970, n° 505



1969, n° 463
Le président William Tubman



1969, P.A. n° 153



1972, n°s 560/561



1974, n°s 659/660

Le président William Tolbert

1976, n° 704

Un des succès de Tolbert est la signature, le 3 octobre 1973, avec le président Stevens de la Sierra Leone, de “l’Union de la rivière Mano”, pour promouvoir la coopération économique entre les deux pays (la rivière Mano forme la frontière entre la Sierra Leone et le Liberia). La Guinée a rejoint cette union en 1980, mais suite aux guerres qui ont secoué ces pays, cette union économique n’a pas eu de résultats tangibles. Ce n’est qu’à partir de 2004 que des efforts sont faits pour réactiver l’union, à laquelle s’est jointe en 2008 la Côte d’Ivoire.



1980, n°s 874/877

Cinquième anniversaire de l’Union de la rivière Mano.
Les présidents Stevens de la Sierra Leone et Tolbert du Liberia

Finalement, la population autochtone prend le pouvoir le 12 avril 1980, et leur chef, Samuel Doe, accède à la présidence. C'est la fin de toute démocratie au Liberia : le régime de Doe est une dictature, qui se maintient grâce à la répression et la terreur. Le président Tolbert est assassiné et tout son gouvernement est exécuté publiquement.



1981, n°s 883/885



1981, n°s 892/893 & 895
Samuel Doe



1983, n° 963
Samuel Doe

À partir de 1989, une première guerre civile éclate au Liberia. Elle va durer jusqu'en 1997, avec Prince Johnson et Charles Taylor comme leaders les plus marquants. Cette guerre civile plonge le pays dans le chaos et l'anarchie, et fait plus de 150 000 victimes et près d'un million de personnes déplacées. Samuel Doe est capturé en 1990 par les rebelles, torturé et exécuté.

Finalement, la situation s'apaise grâce aux efforts des Nations-Unies, et Charles Taylor est élu à la présidence en 1997.



Le président Charles Taylor

Timbre émis en 2000 au Liberia dans une feuille de... 190 timbres (sic !) représentant les chefs d'État du monde entier de l'époque



Mais les dissensions persistent entre les différents mouvements, et une deuxième guerre civile, entre 1999 et 2003, sème une fois de plus la désolation, le chaos et la misère dans le pays. Elle ne s'arrête qu'en 2003, après la démission de Charles Taylor, forcée par les Nations-Unies. Taylor sera plus tard condamné par la Cour internationale de Justice de La Haye.

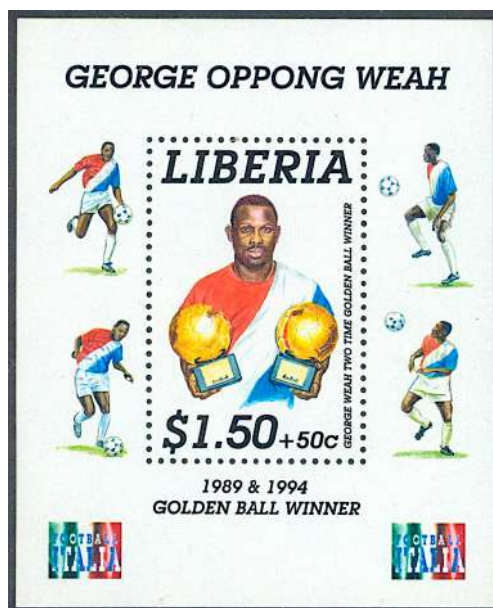
Au Liberia, après quelques personnages de transition, c'est pour la première fois une femme qui remporte les élections de 2005 : Ellen Johnson-Sirleaf, qui dirige le pays de 2006 à 2018. Elle s'efforce de restaurer la démocratie au Liberia, de combattre la corruption et d'œuvrer pour la réconciliation nationale. En récompense de ses efforts, elle obtient en 2011, avec Leymah Gbowee, une autre Libérienne, le prix Nobel de la paix

*2011, n° 5114A & bloc 615B
La présidente Ellen Johnson-Sirleaf
prix Nobel de la paix 2011*



1157

En 2018, c'est George Weah, qui était dans sa jeunesse une star internationale du football libérien, qui accède à la présidence.



*1996, bloc 147
George Weah, en tant que star du football international*



*2018, n°s 6041A/6041C
George Weah, président du Liberia*

L'avenir du pays dépend de la question si la réconciliation espérée survivra aux nombreuses différences ethniques, politiques et sociales qui existent toujours.